



Réunion du Comité exécutif national
Vendredi 22 février 2019
Bureau national (salle de conférence n° 1967) 4^{ème} étage
100 rue Queen, Ottawa, Ontario

PROCÈS-VERBAL

Personnes présentes : G. Phillips (*Président de la séance*), O. Alarie, C. Awada, G. Kopytko, C. Lonmo, F. Lord, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, S. Rehman, M. Stiermann (*après-midi*), A. Trau, E. Venditti

Membres de l'équipe : J. Courty, D. Cooper, C. Danik, O. Kahriz, K. Thériault, C. Vézina

Par Téléconférence : N. Bois, A. Coles, N. Giannakoulis (*matin*)

Personnes excusées : J. Atkins, H. Collins, H. Delnick, J. Lafontaine

1. Début de la séance

La réunion du NEC débute officiellement à 9 h 07 et le président de la séance G. Phillips confirme que le quorum est atteint.

** À partir de ce moment-là, la déclaration sur le harcèlement de l'ACEP est lue à voix haute.*

1.1 Révision de l'ordre du jour

L'ordre du jour est brièvement passé en revue. Aucun ajout n'a été mentionné.

Motion d'accepter l'ordre du jour du CEN tel que modifié

Avancée par : C. Awada

Appuyée par : K. Mansfield

Abstentions (1)

Vote à main levée: Adoptée à l'unanimité

1.2 Révision du compte rendu public de la CEN (25 janvier 2019)

Les membres de l'équipe du CEN ont disposé de 5 minutes pour examiner les procès-verbaux publics. Aucun amendement n'a été demandé.

Motion en vue d'accepter le procès-verbal public du CEN du 25 janvier 2019 tel que présenté

Avancée par : C. Awada

Appuyée par : A. Picotte

Abstentions (1)

Vote à main levée: Adoptée à l'unanimité

(A. Nemec se joint à la réunion à 9 h 16)

(L'article #2a de l'ordre du jour est examiné à huis-clos)

2. Mesures à prendre

- b) Autorisation de dépenses – Peinture:** Étant donné que dix années ont passé depuis la dernière rénovation des locaux et que l'usure des placages se fait sentir, la direction explore les possibilités de repeindre les bureaux au Bureau national. Plusieurs devis pour la peinture des couloirs, des portes et des bureaux ont été reçus. Puisque c'est un point non inscrit au budget, l'approbation du CEN est nécessaire.

Motion visant à approuver un budget pouvant aller jusqu'à 15000 \$ en dépenses de peinture intérieure pour le Bureau national de l'ACEP.

Avancée par : K. Mansfield

Appuyée par : A. Picotte

Abstentions (2)

Vote à main levée : Adoptée à l'unanimité

- c) Autorisation de dépenses – Tablettes :** La direction envisage d'acquérir des tablettes pour chaque membre de l'équipe du CEN et du personnel du bureau central afin de permettre une meilleure automatisation des documents. Avec un gain sur le coût à long-terme pour l'Association, des avantages écologiques et un gain de temps à la suite de l'élimination de la préparation de dossiers, l'utilisation des tablettes offrira une protection et une sécurité accrues lors du téléchargement et du stockage de documents sensibles. L'avantage/l'utilité sera décerné au cours d'une période d'essai avec le président, le secrétaire du CEN et deux membres de l'équipe du CEN (cela coutera environ 35 000 \$ pour tous les membres et le personnel du CNE). La période d'essai consistera à essayer à la fois des tablettes d'entrée de gamme et des modèles haut de gamme.

Motion visant à approuver un budget pouvant atteindre les 8 000 \$ pour commencer une période d'essai pour l'utilisation de tablettes pour les deux membres de l'équipe du CEN, le secrétaire et le président.

Avancée par : A. Picotte

Appuyée par : K. Mansfield

Un amendement favorable a été avancé pour renoncer à l'achat de modèles de base et opter pour les modèles supérieurs (au prix de 1 300 \$ chacun + taxes). L'amendement a été accepté.

Discussion : Une recommandation a été émise pour envisager d'acquérir des tablettes comme également des unités de négociation.

Alors que la majorité des membres du CEN étaient favorables à la notion d'augmenter la productivité globale et des fonctionnalités, en revanche, une préoccupation majeure liée à la perception des membres a été évoquée.

Abstentions (1)

Vote à main levée : Adoptée à l'unanimité

PAUSE SANTÉ

d) Autorisation de dépense – Vidéoconférence :

Le président a évalué l'intérêt du CEN d'être équipé d'outils de vidéoconférence pour le Bureau national. Cette technologie permettrait une plus grande flexibilité grâce à ces facettes modernes, réduirait les frais de déplacement et permettrait aux personnes absentes de participer aux réunions. Les prochaines étapes consisteront à évaluer les coûts rattachés, des offres, et à explorer les options présentes. Un premier coût est estimé à 40 000 dollars pour avoir de la marge une fois la proposition finale reçue.

Discussion : L'acquisition d'autres outils de haute technologie avancée, tels qu'un projecteur ou des unités portables, a été recommandée. Après avoir pesé le pour et le contre, le CEN a demandé l'obtention d'une proposition plus globale, décrivant clairement la manière dont les «mises à jour de salle de conférence / informatique» seraient appliquées avant de prendre une décision réfléchie. La direction fera appel à divers devis et rédigera un rapport au CEN avec ses recommandations lors de la réunion de mars.

e) Autorisation de dépense – Sommet de l'institut Broadbent:

L'EDSC a reçu une demande d'autorisation afin d'envoyer des membres de la section locale au Sommet de l'Institut Broadbent qui se tiendra à Ottawa du 27 au 29 mars. Un document d'une page résumant l'événement a été inclus dans le classeur à des fins de révision. L'Association serait responsable des frais d'inscription et du remboursement du salaire pendant la participation à l'évènement.

Motion visant à ce que le CEN soutienne la participation d'un ou de plusieurs individus au Sommet de l'institut Broadbent à une date ultérieure.

Avancée par : G. Kopytko

Appuyée par : A. Coles

Un amendement favorable a été proposé selon lequel, le ou les individus doivent préparer un rapport sur les résultats du Sommet comme condition préalable pour pouvoir y assister. L'amendement favorable a été accepté. Un deuxième amendement favorable a été proposé pour indiquer que faute de fournir ce rapport entraînerait à effectuer un remboursement du coût de l'évènement. Cet amendement a été rejeté.

Discussion : De nature politique, les membres du CEN ont tenté de déterminer si un tel événement relevait du mandat de l'Association et présentait un avantage quelconque pour les membres. Il a été suggéré que la présence à cet événement puisse éventuellement se produire en dehors des heures de travail.

Nombre de vote enregistré :

En faveur : (14) O. Alarie, C. Awada, N. Bois, A. Coles, N. Giannakoulis, G. Kopytko, C. Lonmo, F. Lord, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, S. Rehman, M. Stiermann, E. Venditti

Rejeté : (1) A. Trau

Abstention: (1) G. Phillips

Motion adoptée

Avant de déterminer les coûts et d'identifier les participants potentiels, le président a passé en revue les différents forfaits disponibles.

Motion selon laquelle la participation au sommet de l'Institut Broadbent concerne à la fois les dirigeants locaux et les membres du CEN

Avancée par : A. Coles

Appuyée par : G. Kopytko

Discussion : De nombreuses opinions ont été mises en avant, notamment l'importance de contrôler le nombre de participants, de limiter la participation à un seul représentant par section locale et d'inviter les membres de la section locale ainsi que d'autres sections locales au-delà du EDSC. Les membres du CEN ont discuté des avantages de la participation des leaders locaux plutôt que des personnes locales, mais il a été suggéré que seuls les membres du CEN devraient y participer représentatif de l'ACEP ainsi que du contenu.

En faveur (6), Opposé (7)

Abstentions (1)

Motion rejetée

La participation au Sommet de l'institut Broadbent sera exclusivement pour les membres du CEN. À vote à main levée, seulement un seul membre du CEN s'est porté volontaire d'y participer.

Mesure à prendre : A. Coles s'est porté volontaire d'y prend part et fournira un résumé sous forme de rapport du Sommet à la réunion du CEN en avril.

- f) Lignes directrices concernant la politique de la vie privée :** C. Vézina et O. Kahriz ont récemment participé à une conférence de deux jours à Toronto sur les questions portant sur la vie privée. Ils ont pu mieux comprendre le partage et la protection des données et de déterminer la raison pour laquelle une mauvaise manipulation de ces informations puisse augmenter la responsabilité de l'Association. En ce qui concerne la liste des membres de l'Association, bien que les informations soient préservées à l'interne, elles peuvent être problématiques si elles sont partagées à l'externe. Pour atténuer les risques potentiels, la direction recommande la mise en place d'une stratégie de communication centralisée, facilitée par l'intermédiaire du Bureau national, en vertu de laquelle les informations des dirigeants locaux seraient relayées par le service de la communication.

Plusieurs membres du CEN ont exprimé leur réticence à l'idée de partager leurs adresses électroniques privées pour communiquer avec les dirigeants locaux. Une recommandation a été mise en avant pour que le sujet la protection de la vie privée soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion des dirigeants de sections locales et du conseil des présidents.

Prochaine étape: C. Vézina et O. Kahriz sont en train d'élaborer un document soulignant l'importance de suivre des protocoles stricts sur les informations pouvant être partagées et sur les difficultés rencontrées quand on est amené à fournir ces informations aux dirigeants locaux. Une fois finalisée, la proposition sera présentée au CEN pour approbation.

PAUSE DEJEUNER

(N. Giannakoulis se joint en personne à la réunion à 13 h 06)

- g) Statut PSES :**
Depuis les discussions tenues en décembre, le Président a envoyé un courriel à la SMA du Conseil du Trésor, la semaine dernière, et attend les commentaires sur le processus de consultation. Un historique de ce qui a conduit à l'élaboration de l'enquête et de la question à l'étude a été mentionné au CEN. Il est possible que le faible taux de participation soit due au fait qu'une tierce compagnie avait été responsable de cette tâche.

Motion pour que le CEN approuve une campagne de non-consultation ou de non-participation concernant le PSES de 2019.

Avancée par : A. Nemec

Appuyée par : G. Kopytko

Discussion: Une recommandation a été formulée pour élaborer un texte au sujet de cette question et prendre des mesures imminentes en tant que représentant de l'ACEP. Le Président est encouragé de contacter d'autres présidents de syndicat pour savoir il y a des préoccupations similaires. Il a également été exhorté à faire part de ses préoccupations à Sandra Hassan lors de la réunion du CNM en mars.

Abstentions (1)

Vote à main levée : Adoptée à l'unanimité

3. Mesures à prendre issues de la dernière réunion du CEN

- I. Politique de prévention du harcèlement:** Un projet sera de nouveau présenté afin de recevoir des commentaires et alimenter la discussion lors de la prochaine réunion du CEN.

Mesure à prendre: K. Thériault débutera de vastes campagnes de sensibilisation à la politique de l'inclusion : l'une à l'intention des dirigeants locaux et l'autre à l'attention des membres.

- II. Liste des comités:** La liste est régulièrement mise à jour, et une fois finalisée, elle sera insérée dans les classeurs/tablettes par le secrétaire du CEN.

- III. Organiser la retraite du NEC:** Le groupe de travail a récemment convoqué une réunion pour discuter des options viables s'assurant que la retraite du CEN donne des résultats significatifs et que l'argent soit bien investi au profit de l'association. Le groupe de travail a finalement convenu d'une note conceptuelle et des copies imprimées ont été distribuées au CEN pour être revue. Le Président, K. Thériault, J. Courty, ainsi que les membres du groupe de travail ont reçu une juste reconnaissance pour leur contribution à la réalisation des objectifs. Des dates potentielles, les 21 et 22 mars, ont été suggérées pour la tenue de la retraite.

Discussion: Les membres du CEN ont méticuleusement passé en revue la section Objectif et Principe de base. En dépit des coûts associés, les commentaires indiquent en grande partie un soutien important à l'organisation d'une retraite du CEN. Il a été suggéré de reconsidérer la date proposée et, alternativement, de penser à un horaire début avril.

(M. Stiermann est arrivé à la réunion en personne à 13 h 54)

Motion visant à approuver l'Objectif et les Principes de base de la retraite du CEN tel que présenté dans la note conceptuelle.

Avancée par : S. Rehman
Appuyée par : A. Trau
Opposée : (1), Abstention : (1)

Motion adoptée

Lieu de la retraite : Les membres du CEN ont délibéré sur les emplacements proposés et ont évalué les avantages et les inconvénients de la tenue de la retraite dans la NCR. Des sites ontariens en plus du Québec vont être pris en considération. Il a été noté que l'efficacité d'un exercice de rapprochement d'équipe dépend du voisinage de la retraite, d'où la nécessité d'une destination éloignée.

Avec un vote à main levée, trois (3) membres du CEN étaient en faveur de L'option #1 tandis que douze (12) étaient pour L'option #2. Avec une majorité, il fut décidé que la retraite aurait lieu en dehors du NCR.

Budget : Le CEN a examiné les différents prix et une justification des sites proposés a été fournie par le président du groupe de travail.

Motion visant à approuver un budget pouvant aller jusqu'à 60 000 \$ pour la retraite du CEN, créant ainsi une marge pour les dépenses imprévues

Avancée par : S. Rehman
Appuyée par : C. Awada

Discussion : Plusieurs membres du CEN ont exprimé des préoccupations concernant les coûts et les mauvaises interprétations. Il a été suggéré d'envisager une retraite de fin de semaine au lieu des journées de travail afin de supprimer les besoins en remboursement de salaire. Il a noté qu'une retraite du CEN aurait eu un impact supérieur si elle avait eu lieu au début du mandat des membres.

Nombre de vote enregistré :

En faveur : (9) O. Alarie, C. Awada, N. Bois, A. Coles, N. Giannakoulis, K. Mansfield, A. Picotte, S. Rehman, M. Stiermann

Opposée : (6) G. Kopytko, C. Lonmo, F. Lord, A. Nemec, A. Trau, E. Venditti

Abstention: (1) G. Phillips

Motion adoptée

4. Points à discuter

4.1 Courriel de l'ACEP : La création d'une adresse électronique de l'ACEP pour les membres du CEN a été proposée. Dans l'ensemble, on note peu d'intérêt pour obtenir une adresse électronique de l'ACEP ou pour partager des courriels personnels comme moyen de communication avec les membres. La direction effectuera une analyse préliminaire et, éventuellement, contactera l'IPFPC pour obtenir des informations sur leur système, et informera le CEN.

5. Problèmes lors de la session à huis-clos

(L'article #5 de l'ordre du jour fut revu à huis-clos)

PAUSE SANTÉ

6. Les mises à jour du comité

6.1 Comité des finances : Le projet de budget 2018/2019 de l'ACEP a été distribué pour le réviser. Le Comité des finances s'est récemment réuni pour examiner la nouvelle structure proposée par la retraite de la direction. Les postes budgétaires ont été examinés, avec une explication de ce que chaque colonne signifie. Le président a évoqué les dépenses nécessaires pour améliorer les conditions de location, notamment la construction de bureaux destinés à accueillir les nouveaux employés et à optimiser l'aménagement des espaces de travail.

Motion visant à approuver l'ébauche du budget tel que recommandé par le Comité des finances et à faire avancer le processus de consultation des membres durant l'été

Avancée par : F. Lord

Appuyée par : C. Awada

Discussion : À titre ponctuel, il a été suggéré d'envisager de modifier le processus afin d'avancer le budget d'une année fiscale pour éviter l'approbation rétroactive d'un budget de 8 mois. La recommandation sera discutée hors ligne avec le Comité des finances.

Abstentions: (3)

Vote à main levée : Adoptée à l'unanimité

En ce qui concerne l'élément d'investissements, plusieurs entreprises ont présenté une stratégie pour gérer un portfolio de 7 M \$. Le Comité des finances a ciblé deux entreprises. Une société d'investissement locale a également été contactée et a accepté de faire une présentation. Une réunion du Comité des finances est prévue pour mars / début avril pour assister à une présentation des 3 sociétés et de prendre une décision finale. Il a été rappelé au CEN que, conformément à la Constitution, le Comité des finances est pleinement habilité à prendre des décisions concernant les investissements de l'Association. Une politique d'investissement révisée sera soumise au CEN pour approbation très prochainement.

(G. Kopytko a quitté la réunion à 16 h 59)

6.2 Sous-comité des ressources humaines: Le sous-comité des ressources humaines s'est réuni le 24 janvier pour examiner les modifications apportées au mandat qui ont été soumises à l'avocate de Goldblatt Partners LLP pour l'analyse finale. Le sous-comité des ressources humaines avait au départ l'intention de présenter le mandat lors de cette réunion du CEN, mais il a été décidé d'attendre le retour du membre pour toute autre observation finale. Le sous-comité des ressources humaines doit se réunir de nouveau le 7 mars et le mandat sera sans aucun doute présenté au CEN pour approbation finale à la réunion de mars.

**À cet instant, F. Lord a annoncé son intention de déposer à la prochaine réunion une motion visant à annuler la motion adoptée le 22 février 2019 et à approuver les changements organisationnels apportés au Bureau national.*

6.3 Comité des statuts et des règlements : L'objectif était de procéder à un examen exhaustif des amendements mais, pour gagner du temps, il a été demandé aux membres du CEN de présenter leurs observations à l'attention de J. Courty avant la fin de la semaine prochaine. Les commentaires seront ensuite transmis à F. Lord pour qu'il les revoie.

6.4 Comité des élections et des résolutions : Une invitation cherchant des volontaires pour siéger au comité des élections et des résolutions a été lancée aux membres, en plus d'un appel personnel aux anciens membres du comité pour leur demander de considérer la possibilité de prolonger leur mandat.

6.5 Sous-comité des communications: Un appel cherchant des volontaires pour siéger au sous-comité des communications a été lancé aux membres. Jusqu'à présent, 13 personnes ont proposé leur nom et on a répété que la date limite était dans une semaine. La liste des noms a été distribuée aux membres du CEN pour une révision et il a été demandé d'informer K. Thériault de l'intérêt de siéger au sous-comité des communications. Les préoccupations relatives aux noms figurant sur la liste doivent être directement transmises à l'attention du président.

(A. Nemec a quitté la réunion à 17 h 04)

7. Les rapports

7.1 Le rapport du président: Un rapport sera remis lors de la réunion prochaine du CEN.

7.2 Rapport du président adjoint Un rapport sera remis lors de la réunion prochaine du CEN.

7.3 Rapport des services professionnels: Un rapport sera remis lors de la réunion prochaine du CEN.

7.4 Rapport du directeur des politiques: Une copie écrite du rapport avait déjà été distribuée aux membres du CEN et incluse dans le cahier de la réunion.

7.5 Rapport de l'avocat général: Une copie écrite du rapport avait déjà été distribuée aux membres du CEN et incluse dans le cahier de la réunion.

7.6 Rapport du directeur des finances: Une copie écrite du rapport avait déjà été distribuée aux membres du CEN et incluse dans le cahier de la réunion.

7.7 Rapport du directeur des communications : Une copie écrite du rapport avait déjà été distribuée aux membres du CEN et incluse dans le cahier de la réunion.

Séance levée du CEN à 17 h 19. Heure d'été de l'est

* * * * *

Le procès-verbal ci-dessus est accepté comme une représentation fidèle de la réunion du Comité exécutif national du 22 février 2019

APPROUVÉ PAR :

Le Président de la séance

Date